

Aleksandar PAVKOVIC et Peter RADANA (dir.), 2008, *On the Way to Statehood. Secession and Globalisation*, Aldershot, Ashgate, 177 p.

Fanny Theurillat-Cloutier

Volume 41, Number 2, 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/044619ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/044619ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Theurillat-Cloutier, F. (2010). Review of [Aleksandar PAVKOVIC et Peter RADANA (dir.), 2008, *On the Way to Statehood. Secession and Globalisation*, Aldershot, Ashgate, 177 p.] *Études internationales*, 41(2), 268–270.
<https://doi.org/10.7202/044619ar>

Dans ce chapitre intéressant, l'auteur analyse avec précision les différentes composantes de la société turque avec ses tensions entre courants laïque et religieux, la nature des partis politiques et le rôle de l'armée, gardienne de l'héritage d'Atatürk. Il évoque également la révolution islamique en Iran et ses retombées. Des origines du pouvoir islamique à l'affaire des caricatures de Mahomet en passant par la fatwa contre l'écrivain Salman Rushdie, tous ces événements sont analysés de manière assez détaillée ou résumés de façon didactique. La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à l'hégémonisme des États-Unis face à l'islam ainsi qu'au terrorisme antiaméricain. L'auteur s'étend d'abord sur l'islam aux États-Unis avant d'évoquer les événements du 11-Septembre et leurs conséquences (guerre contre le régime des talibans en Afghanistan, invasion de l'Irak et destruction du régime de Saddam Hussein), puis s'interroge sur les perspectives de la présidence d'Obama. Il dresse également le tableau des communautés musulmanes en Europe (entre 11 et 15 millions de musulmans) et au Canada, et s'interroge notamment sur le bien-fondé de certaines lois adoptées pour prévenir le terrorisme islamiste et plus généralement pour combattre le radicalisme islamiste. Dans le cas du Canada, on peut regretter que l'auteur n'y ait consacré qu'une quinzaine de lignes, alors que la présence de la communauté musulmane y remonte à 1871. Enfin, dans ses conclusions, l'auteur évoque le dialogue en cours (et souvent difficile) entre les chrétiens et les musulmans, entre l'Église catholique et l'islam et l'attitude des autres églises chrétiennes devant le dialogue mentionné plus haut, de même que la problématique de l'islam face à l'Occident : un dialogue des

civilisations à l'opposé de la théorie du conflit des civilisations. C'est nettement en faveur de ce dialogue que penche l'auteur, mais il reconnaît que faute de continuité et de qualité celui-ci risque de n'être qu'un dialogue de sourds. Néanmoins, selon lui « il est grand temps d'atténuer les heurts civilisateurs, c'est dans l'intérêt de tous ».

Le livre de Romain Yakemtchouk, qui contient un index des noms, est certes utile, comme tous les livres de synthèse, mais il manque parfois d'épaisseur scientifique. On aurait souhaité qu'il consacre plus de temps à l'analyse du radicalisme islamiste qui ronger plusieurs sociétés musulmanes et qui s'affirme comme une force nettement hostile à tout dialogue. L'auteur n'étant pas un spécialiste de l'islam, il a construit son livre sur des sources diverses, parfois pertinentes, parfois trop légères, ce qui vaut au lecteur d'éprouver un sentiment de déjà lu (il se cite d'ailleurs lui-même à plusieurs reprises). C'est dommage, car la tentative était prometteuse.

Simon PETERMANN

*Département de science politique
Université de Liège, Belgique*

On the Way to Statehood. Secession and Globalisation

*Aleksandar PAVKOVIC et Peter
RADANA (dir.), 2008, Aldershot,
Ashgate, 2008, 177 p.*

L'ouvrage collectif *On the Way to Statehood* porte sur les formes contemporaines de sécession, dans un contexte de postdécolonisation et, comme son titre le souligne, de globalisation. À partir des points de vue des relations internationales, du droit, de la science politique, des politiques appliquées et de l'éthique,

il se donne pour objectif d'explorer les aspects théoriques liés à la définition et aux conditions des sécessions. De plus, il retrace l'histoire de la reconnaissance internationale du droit à l'autodétermination. Enfin, la plupart des auteurs prennent des positions normatives fortes quant aux développements que devraient connaître les conflits actuels et futurs concernant la création de nouveaux États.

Après la décolonisation et suivant la fin de la guerre froide, plusieurs avaient annoncé la mort du nationalisme. Cela ne s'est pas vérifié depuis le début des années 1990, bien au contraire. Les conflits qui menacent le plus les États dans leur forme actuelle sont majoritairement intérieurs ; ces potentiels d'éclatement, lorsqu'ils sont menés à bien, renvoient au vocable de sécession. Le terme fait référence au détachement de territoires qui formaient un État souverain existant. La sécession est et restera encore quelque temps la façon principale par laquelle sont créés de nouveaux États. Mais, depuis que le vocable existe, les réalités qu'il recouvre ont passablement évolué.

Selon Mikulas Fabry, l'aspect qui est le plus marquant pour les sociétés modernes est que depuis le 19^e siècle la réussite des sécessions dépend principalement de la reconnaissance internationale. C'est dans les Amériques que cette question se posa en premier lieu, tout d'abord avec l'indépendance des États-Unis, puis avec celle des anciennes colonies espagnoles. Devant de nouveaux États existant *de facto* et dont la création était présumée être le fruit du consentement populaire, l'Angleterre et les États-Unis leur reconnurent la souveraineté territoriale. Ainsi, au départ, le

droit à l'autodétermination était un droit négatif. Il s'agissait d'une reconnaissance de sécessions déjà réalisées, avec une obligation des tierces parties de *ne pas* intervenir. À la fin de la Première Guerre mondiale, ce droit commença à se présenter comme un droit positif, dont l'apogée fut la vague de décolonisation à partir des années 1950. Dès lors, les efforts pour devenir un État indépendant durent être appuyés par la communauté internationale. Cela remit entre les mains de la communauté internationale l'acceptation ou le rejet au droit à la sécession. D'abord octroyée aux États issus de la décolonisation, puis étendue à l'ensemble des membres de l'Organisation des Nations Unies, l'intégrité territoriale prima à partir de ce moment sur l'autodétermination dans la théorie légale. Le revers de la médaille fut que les sécessions unilatérales devinrent illégitimes. Cet état de fait serait encore en vigueur, voire se serait même étendu depuis la fin de la guerre froide.

En est-il de même dans la pratique ? En tout cas, l'entrée dans « l'ère de la globalisation » ne marque pas pour autant la fin des tentatives de sécession. Quel serait le rôle particulier de la globalisation dans ce contexte ? En fait, la globalisation aurait transformé les conditions de possibilité des sécessions. Pour le seul auteur qui en traite, Lloyd Cox, elle encouragerait les mouvements sécessionnistes. D'un côté, la globalisation a peut-être diminué la capacité d'action de plusieurs États mais, de l'autre, elle n'a pas fait disparaître les avantages de devenir indépendant. Elle a aussi augmenté les capacités de mobilisations sécessionnistes par la mise en œuvre de nouveaux moyens de communication. Le recours au concept de globalisation fait redouter de tomber dans

des clichés, étant donné la surutilisation qui a été faite de ce concept et le flou qui entoure sa définition. Le chapitre de Cox vient heureusement en donner une définition intéressante, en tant que projet politique fondé sur les principes du néolibéralisme.

Mais le débat le plus intéressant entre les auteurs réside dans les raisons pour lesquelles la communauté internationale devrait reconnaître une sécession à l'heure actuelle. Sur quelles bases, par exemple, refuse-t-on l'autonomie à la Tchétchénie, mais la garantit-on au Kosovo ? De plus en plus, c'est en considérant les droits humains et les violations à leur encontre que les puissances occidentales interviennent à l'appui de tentatives de sécession. En accord avec cette pratique, Kathryn Sturman soutient que l'assistance devrait être offerte en réparation d'une injustice, tandis que pour Aris Gounaris la sécession ne devrait jamais être vue comme un remède. D'autres encore, comme Fabry, considèrent qu'il n'y a pas d'obligation morale de la part de la communauté internationale, mais juste des raisons pratiques à la reconnaissance *a posteriori*.

En somme, l'ouvrage est assez éclectique, mais les articles qu'il contient ont en commun une rigueur intellectuelle appréciable pour faire le point sur les différentes positions possibles à l'heure actuelle quant à la reconnaissance et aux suites à donner aux sécessions en cours. La globalisation joue finalement un rôle relativement mineur dans le contenu de cet ouvrage, ce qui est sans doute pour le mieux, étant donné le flou conceptuel qui entoure ce terme surutilisé ces dernières années. Le titre est un peu trompeur à cet égard ; ce livre traite des développements les plus récents en théorie et en pratique concernant les sécessions, mais

sans qu'il soit besoin d'avoir recours au concept de globalisation pour les expliquer.

Fanny THEURILLAT-CLOUTIER

*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

La tiers-mondialisation de la planète

Bernard CONTE, 2009, coll. *Économie*,
Presses universitaires de Bordeaux,
240 p.

Jusqu'à présent, le tiers-monde, correspondant au Sud, a été caractérisé par une structure sociale fortement déséquilibrée, avec une grande masse d'hyper pauvres et une minorité d'hyper riches, tandis que le Nord, développé, présentait un autre visage, avec une classe moyenne, essentiellement représentée par des salariés hyper protégés sur le plan social. Depuis la mise en application des politiques néolibérales, cette césure est en train de disparaître vers une uniformisation, selon Bernard Conte. Par cet ouvrage articulé en six chapitres, l'auteur tente de mettre en lumière les stratégies, les mécanismes et les événements qui concourent à cet objectif.

En effet, en traçant l'évolution de la doctrine néolibérale en cours depuis le Siècle des lumières, qui déploie une stratégie de domination à l'échelle mondiale, l'auteur pose comme hypothèse la visée délibérée d'une tiers-mondialisation de la planète. Selon Conte, le néolibéralisme a servi de base aux politiques économiques et sociales régressives en déconnectant le politique de l'économique et du social et en encadrant strictement l'intervention de l'État au profit du capital par la privatisation, la dérégulation, la législation, etc. Dans sa démonstration, l'auteur passe en revue l'histoire de ce processus depuis